

**CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR L'ANALYSE DU BILAN ET DES PERSPECTIVES  
DE LA REGULATION DU MARCHE DE GROS DES SERVICES DE DIFFUSION AUDIOVISUELLE  
HERTZIENNE TERRESTRE EN DATE DU 7 FEVRIER 2012**

**CONTRIBUTION D'ITAS TIM**

**14 mars 2012**

1. Par la présente contribution, ITAS TIM entend faire part de ses commentaires à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après, « **l'ARCEP** ») sur son Analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services soumise à consultation publique le 7 février 2012 (ci-après, « **l'Analyse** »).
2. Dans ce cadre, ITAS TIM souhaite tout d'abord faire part de quelques observations liminaires, sur un certain nombre de questions (**I**).
3. Les problématiques suivantes seront ensuite successivement abordées :
  - ITAS TIM présentera tout d'abord les constats ressortant de l'Analyse, notamment que la concurrence se développe de façon marginale et que le déploiement d'infrastructures alternatives est le seul moteur de développement d'une concurrence effective (**II**) ;
  - ITAS TIM réitérera ensuite sa position selon laquelle imposer l'accès aux terrains de TDF est indispensable pour permettre le développement d'une concurrence effective par les infrastructures (**III**) ;
  - ITAS TIM soulignera enfin que l'exclusion du transport du champ de la réglementation *ex ante* produit des effets néfastes sur la concurrence (**IV**).
4. La présente contribution ne comporte aucun secret des affaires.

\* \* \*

## **I. OBSERVATIONS LIMINAIRES**

5. ITAS TIM présente ci-dessous quelques observations liminaires concernant :
- les servitudes radioélectriques (A) ;
  - l'indispensable mise à jour de la liste des sites dits « non répliquables » (B) ;
  - les conditions de réplique du site de Dijon-Nuits Saint Georges (C) ;
  - les obscures conditions de « reconduction » ou de « renouvellement » de certains contrats en cours par TDF (D) ;
  - les conditions de résiliation des contrats conclus entre TDF et les multiplex (E) ;  
et
  - la « vérification » du statut foncier du patrimoine foncier de TDF (F).
  - Le fonctionnement des « Grappes techniques » de sites de diffusion (G).
6. Subsidiairement, ITAS TIM, dans le corps du texte à venir, apportera également un démenti formel sur sa prétendue fragilité financière.

### **A. LES SERVITUDES RADIOELECTRIQUES SONT ILLEGALES**

7. ITAS TIM note avec satisfaction le rappel limpide de l'ARCEP du fait que « *TDF ne peut se prévaloir de l'existence de ces servitudes radioélectriques, dans la mesure où elles sont devenues illégales* » (Analyse, p. 46).
8. ITAS TIM regrette néanmoins qu'une communication aussi complète que celle qui est faite sur le sujet aujourd'hui, n'ait pas été intégrée dans la brochure commune ARCEP-CSA publiée en juillet 2010.
9. ITAS TIM se doit également de considérer néanmoins, comme le souligne l'ARCEP, que « *ces servitudes, qui ont été instituées par décret du Premier ministre, constituent toujours des barrières à l'entrée, qui affectent la capacité des diffuseurs alternatifs à concurrencer l'opérateur historique notamment par les infrastructures* » (Analyse, p. 46).
10. **L'ARCEP doit donc veiller à annuler les effets pernicioeux de ces servitudes illégales sur les marchés concernés et sur la concurrence.**

### **B. INDISPENSABLE MISE A JOUR DE LA LISTE DES SITES NON REPLICABLES**

11. Par courrier en date du 20 mai 2010, ITAS TIM a fait part à l'ARCEP de sa position sur la mise à jour de la liste des sites dits « non répliquables ».

12. Ce courrier était accompagné d'une liste de 127 sites, issue des démarches de recherche négociation de patrimoines fonciers, disponibles et adaptés au développement de sites de diffusion. Le résultat de ces recherches a conduit à constater que ce patrimoine recherché n'existait pas, rendant ainsi le site de TDF existant sur chacune des zones concernées, non répliquable du point de vue d'ITAS TIM. Cette communication auprès des services de l'ARCEP n'a, à ce jour et à notre grand regret, été suivie d'aucun retour.
13. **ITAS TIM persiste et considère que la liste des sites non répliquables doit être complétée.**

**C. PRECISIONS SUR LES CONDITIONS DE REPLICATION DU SITE DE DIJON-NUITS SAINT GEORGES**

14. L'ARCEP souligne le caractère exceptionnel de la réplique du site « non répliquable » de Dijon-Nuits Saint Georges par ITAS TIM (voir plus bas).
15. La seule raison expliquant l'exceptionnelle réplique de ce site par ITAS TIM, vient des propriétés topographiques très particulières et quasiment uniques du site qui a permis cette réplique (terrain alternatif plus élevé que le site historique, absence de masque *etc.*) (cf. Analyse, p. 51).
16. ITAS TIM s'oppose fermement aux autres « explications » avancées par l'ARCEP, fondées sur un soi-disant « *profil particulier* » du multiplex R5 (Analyse, p. 51).
17. En particulier :
  - les obligations de diffusion de R5 sont les mêmes que celles des autres multiplex : il n'existe aucune condition particulière de tolérance de diffusion pour quelque multiplex que ce soit.

Le CSA, qui étudie attentivement toutes les propositions de sites alternatifs en vue de leurs agréments, ne pratique pas des agréments « au rabais » en fonction de la nature du multiplex, ou de sa préexistence en diffusion analogique. Chaque site du réseau principal doit couvrir les mêmes populations quel que soit le multiplex. Ainsi, si le CSA a agréé le site alternatif d'ITAS TIM à Dijon, c'est bien que celui-ci répond en tous points à ce cahier des charges.

ITAS TIM ajoute, en sus, que concernant la différenciation, qui est faite par l'ARCEP, entre les multiplex dont le contenu préexistait déjà en diffusion analogique, et ceux constitués de programmes dits « nouveaux entrants » en diffusion numérique, cette différenciation ne peut s'appliquer en l'espèce au R5. En effet, le R5 est constitué de trois chaînes (TF1, France 2 et M6) qui, contrairement aux nouveaux entrants, préexistaient déjà en diffusion analogique. Le critère de la diffusion en Haute Définition du R5 ne peut en aucun cas servir à qualifier les chaînes contenues dans ce multiplex, dans la catégorie des nouveaux entrants, car en dehors des spécificités purement techniques de la diffusion HD, ce sont bien les mêmes programmes qu'en diffusion analogique. Il n'est pas crédible d'imaginer que la diffusion en technologie HD de ces programmes historiquement présents sur l'analogique, bénéficie d'une sorte de tolérance dans la couverture à remplir.

- ITAS TIM complète cette affirmation en rappelant que la diffusion HD poursuit un objectif de généralisation en France dans le but, à court terme, d'être le seul standard technique de la diffusion numérique. La diffusion SD (simple définition) sera donc éteinte à terme, comme l'a été la diffusion analogique. Sur ces bases, il n'est donc pas imaginable que le R5, en particulier, bénéficie de quelque tolérance que ce soit dans ses paramètres de couverture, puisqu'il préfigure l'avenir proche.

18. **ITAS TIM considère donc que l'ARCEP doit modifier sa position à cet égard.**

**D. CRITIQUE DES CONDITIONS DE « RECONDUCTION » OU DE « RENOUVELLEMENT » DE CERTAINS CONTRATS PAR TDF**

19. L'ARCEP souligne que si les contrats entre multiplex et diffuseurs sont historiquement signés pour une durée de cinq ans, une telle durée a « *pu faire l'objet d'ajustements, par exemple en cas de réorganisation technique prévue dans une zone* » (Analyse, p. 14). L'ARCEP souligne, également et à juste titre, tout au long de son document, que les parts de marché de TDF, notamment sur le réseau primaire n'ont pas varié sensiblement depuis le dernier cycle de régulation.
20. ITAS TIM pourrait, dans certaines conditions, comprendre de tels « ajustements » s'ils étaient « à la marge ». Tel n'est pas le cas dans les faits.
21. En effet, il est avéré que TDF a reconduit ou renouvelé certains contrats du réseau primaire, alors en cours, de gré à gré avec certains multiplex, arguant de prétendues réorganisations techniques, en particulier dans le cadre des plans de passage, alors que TDF est en position dominante et que certains contrats devaient nécessairement faire l'objet d'une mise en concurrence. Ce constat est d'autant plus surprenant, qu'il vient en opposition avec les prétendues bases tarifaires quinquennales sur lesquelles les prix d'hébergement sont établis. Un nombre non marginal de sites du réseau primaire arrivés à terme de leur premier contrat de cinq ans, dès 2010 notamment, n'ont finalement jamais été remis en concurrence auprès des diffuseurs, dans le cadre d'une consultation ouverte.
22. Si l'ARCEP rappelle l'obligation de transparence de TDF concernant en particulier les sites non répliquables (Analyse, p. 26), matérialisée notamment par la transmission à l'ARCEP de ses contrats signés avec les multiplex sur le marché aval, **l'ARCEP, a priori en connaissance de cause, doit s'assurer que le « renouvellement » ou la « reconduction » de contrats en cours par TDF sont réalisés dans des conditions loyales et équitables.**

**E. OBSERVATION SUR LES CONDITIONS DE RESILIATION DES CONTRATS CONCLUS ENTRE TDF ET LES MULTIPLEX**

23. ITAS TIM attire l'attention de l'ARCEP sur le caractère fortement liant des conditions contractuelles et factuelles encadrant la diffusion de la TNT.
24. TDF disposant d'un réseau étendu de sites sur l'ensemble du territoire français, elle peut, sauf exception, proposer aux clients multiplex de diffuser à partir d'un de ses sites existants (voir plus bas). Et ce d'autant plus que les caractéristiques techniques de diffusion et de couverture prévus par les autorités compétentes ont jusque très récemment été fondés sur la localisation des sites de TDF (cf. Analyse, p. 31).
25. Tout concurrent par les infrastructures ne disposant pas d'un site colocalisé à celui de TDF doit, pour participer à l'appel d'offres, trouver un terrain à proximité immédiate et obtenir les autorisations nécessaires pour construire un site alternatif à celui de TDF.
26. Dans l'hypothèse où TDF remporte l'appel d'offres, le concurrent alternatif ne construit pas son propre site, ce dernier étant inutile et le concurrent ne pouvant payer le loyer de ce site sans encaisser de revenus de diffusion à partir de ce site.
27. Afin de concurrencer TDF et obtenir la diffusion par le client sur le site concerné, les concurrents par infrastructures doivent de nouveau trouver un terrain adéquat et obtenir les autorisations nécessaires pour construire un site alternatif à celui de TDF.
28. Si l'opérateur alternatif ne remplit pas ces conditions dans le délai contractuel permettant au client de se délier de son engagement avec TDF, le contrat est, de fait, réattribué à TDF, ou à un autre opérateur nécessairement hébergé chez TDF, pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.
29. Les contrats conclus entre TDF et ses clients multiplex doivent donc être aménagés afin de permettre auxdits clients de résilier leur relation contractuelle avec TDF à tout moment au-delà de la période initiale de cinq ans, le cas échéant sous réserve d'un préavis raisonnable.
30. A toutes fins utiles, ITAS TIM constate que TDF a déjà proposé des contrats de durées plus courtes que les « traditionnels » contrats de cinq ans. Ainsi, lors d'une consultation réalisée en 2011 par l'un des multiplex, et concernant le renouvellement de certains de ses sites du réseau primaire, TDF a proposé aux opérateurs souhaitant s'héberger sur ses sites des contrats d'une durée raccourcie allant de deux années environ à un peu plus de quatre années. Cet appel d'offres, dont les diffusions ont démarré le 29 février 2012, sont basées, site à site, sur des contrats d'hébergements chez TDF d'une durée correspondante à cinq années à compter de la date du plan de passage que le site a connu. Certains de ces sites ont connu ces plans de passage il y a plus de deux ans, rendant ainsi la durée réelle du contrat à trois années. Ainsi, TDF en ce qui concerne la durée des ses contrats d'hébergements, peut aussi bien proposer des contrats de plus de cinq ans (cf. §21 ci-dessus), que des contrats « raccourcis ». Dans ces conditions, quelle est la réalité de la base quinquennale de TDF pour établir ses tarifs d'hébergements ?
31. ITAS TIM souligne enfin qu'un engagement a été pris par TDF sur la base d'aménagements comparables dans le cadre de l'affaire ayant donné lieu à la décision du Conseil de la concurrence n° 07-D-30 du 5 octobre 2007 (Emettel).

## **F. NECESSAIRE « VERIFICATION » DU STATUT FONCIER DU PATRIMOINE FONCIER DE TDF**

32. ITAS TIM considère que, dans certains cas, les prétentions de TDF concernant sa qualité de propriétaire de terrains ne sont pas nécessairement corroborées par les informations du terrain.
33. Afin de clarifier la situation des terrains sur lesquels sont implantées les infrastructures de TDF, **cette dernière devrait publier ou, à tout le moins, communiquer à l'ARCEP, les éléments prouvant les droits et titres qu'elle prétend détenir sur lesdits terrains, en dehors des éléments cadastraux qui peuvent, selon le cas, s'avérer inexacts ou faux.**

## **G. GRAPPES DE SITES MULTI OPERATEURS DANS LES REGIONS**

34. Il est fréquemment entendu, depuis plusieurs mois, que le fonctionnement isofréquence (appelé également SFN) des grappes de sites de diffusion d'une même région géographique, serait plus efficace si ces sites étaient gérés par un seul opérateur de diffusion par région, ou pour le moins, au départ d'un site unique par zone, avec ou sans opérateurs alternatifs hébergés.
35. Cette « rumeur », dont les effets sont dévastateurs pour le développement de sites concurrents par les infrastructures, sert, bien entendu, l'assise de TDF et de ses sites existants. Il est, par ailleurs, effectivement constaté, dans de nombreux suivis de zones géographiques à brouillages SFN, rédigés notamment par le CSA, que nombres d'entre elles sont des zones multi-sites en termes d'infrastructures alternatives.
36. Chaque zone géographique fait l'objet du suivi, à l'aide de fichiers échangés entre les opérateurs de diffusion par l'intermédiaire des multiplex et sous le contrôle du CSA, des valeurs de paramétrages appelées « Retards SFN » site à site.
37. Il a été constaté que les valeurs de « retards SFN » que communiquaient certains opérateurs dans ces documents ne correspondaient pas à la réalité de ces valeurs effectivement mises en œuvre sur le terrain, occasionnant ainsi, des brouillages apparemment générés par les opérateurs non hébergés sur les sites de TDF, mais qui en réalité, ne tenaient leur source que dans le caractère erroné de l'information collective. Cette pratique a été découverte aussi bien par les multiplex, que par le CSA.
38. **Ce dernier point rapproché de celui concernant la « rumeur » évoquée plus haut, contribue à l'impression générale que les zones multi opérateurs sont sources de difficultés, alors qu'il n'en serait rien si l'information collective était exacte.**

## **II. LES CONSTATS RESSORTANT DE L'ANALYSE**

39. Trois constats s'imposent :
- le développement de la concurrence durant le cycle 2 est marginal : TDF demeure très largement dominant (**A**) ;
  - le déploiement d'infrastructures alternatives est le seul moteur de développement d'une concurrence effective (**B**) ; et

- le déploiement d'infrastructures alternatives est obéré par les difficultés d'accéder à des terrains en colocalisation et d'obtenir l'accord des collectivités territoriales en raison de la préexistence du site historique de TDF (C).

**A. LA CONCURRENCE S'EST DEVELOPPEE MARGINALEMENT DURANT LE CYCLE 2, TDF DEMEURANT SANS EQUIVOQUE TRES LARGEMENT DOMINANT**

40. L'ARCEP relève que « *la concurrence sur le marché aval [est] en grande partie fonction de celle qui se développe sur le marché amont* » (Analyse, p. 66).
41. Or TDF est l'opérateur historique de la télédiffusion en France et demeure à ce jour très largement dominant tant sur le marché de gros amont que sur le marché de gros aval des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.
42. A cet égard, les données fournies dans l'Analyse sont édifiantes.

***Concernant le marché gros aval***

- En volume

- TDF détient **74,4%** des points de services en diffusion (Analyse, p. 77) ;
- les diffusions de la TNT s'effectuent à **86,4%** depuis des sites de TDF (94,3% pour les sites du réseau principal et 85,6% pour les sites du réseau complémentaire) (*ibid.*).

- En valeur

L'ARCEP déclare que :

- TDF détient une part de marché de **76,8%** (*ibid.*) ;
- le premier concurrent détient moins de 20% (*ibid.*).

A la lumière de ces chiffres, TDF détiendrait déjà plus des trois quarts du marché.

ITAS TIM souligne cependant que la mesure des parts de marché des acteurs en termes de « valeur » telle qu'effectuée par l'ARCEP n'intègre aucunement la part du chiffre d'affaires des opérateurs alternatifs hébergés chez TDF et reversée à ce dernier dans le cadre des redevances d'hébergements. Lorsque 60% d'un chiffre d'affaire TNT d'un opérateur est finalement reversé à TDF, au titre des offres de gros du marché amont, marché sur lequel TDF est en quasi-monopole voire en monopole (voir ci-dessous), l'impact est loin d'être négligeable.

Ainsi, les parts de marché annoncées par l'ARCEP sont à comparer avec les données suivantes :

- Pour l'année 2010, le marché de gros aval de la télédiffusion hertzienne en France représenterait un montant de 327 M€ (cf. Analyse, p. 40), étant rappelé que la télévision analogique était gérée à 100% par TDF.
- Dans la même période, le chiffre d'affaires total des opérateurs alternatifs, pour la seule part de la télévision, représenterait, selon l'ARCEP, 33 M€ (*ibid*). ITAS TIM considère que la réalité serait même inférieure à ce chiffre.
- Avec un chiffre d'affaires de 294 M€ (*ibid*), TDF détenait donc en 2010 une part de marché en valeur de l'ordre de **90%**.

- Autres éléments

- Sur **60%** de ses sites, TDF n'a pas été en concurrence (Analyse, p. 44) ;
- sur **plus de 1.000 sites** en France, TDF diffuse l'intégralité des fréquences TNT (absence totale de concurrence) (Analyse, p. 77).

***Concernant le marché de gros amont***

43. Le marché de gros amont est celui sur lequel « *les opérateurs de diffusion achètent, sur les zones où ils ne gèrent aucune infrastructure de diffusion, l'accès aux infrastructures d'un tiers afin d'y installer leurs propres équipements* » (Analyse, p. 23). Il s'agit d'un marché dit « de l'accès », comprenant les prestations offertes par un hébergeur à un diffuseur.<sup>1</sup>
44. L'Analyse ne fournit aucune donnée quant à la part détenue par TDF sur ce marché. L'ARCEP relève que si les parts de marché fournies dans l'Analyse « *sont calculées sur le marché de gros aval des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels, elles renseignent toutefois sur la position de TDF sur l'ensemble de la chaîne de la valeur de la diffusion hertzienne terrestre de télévision en mode numérique* » (Analyse, p. 77, note de bas de page 52).
45. ITAS TIM considère que la position de TDF sur le marché de gros amont est encore plus forte que sur le marché de gros aval. ITAS TIM estime en effet que TDF est en situation de quasi-monopole voire de monopole sur le marché de gros amont.
46. Pour sa part, ITAS TIM, premier concurrent de TDF par infrastructures, a conclu à ce jour 640 contrats de diffusion avec les multiplex de la TNT sur le marché de gros aval, concernant 194 sites. *A contrario*, ITAS TIM, premier concurrent de TDF par infrastructures, n'a conclu aucun contrat d'hébergement avec un diffuseur de TNT actif sur le marché de gros aval.
47. Cette situation résulte du fait que TDF est propriétaire du réseau d'infrastructures historique : TDF est « *le seul aujourd'hui à disposer d'au moins un site sur l'ensemble*

---

<sup>1</sup> Décision de l'Autorité de la concurrence n° 10-D-09 du 9 mars 2010 relative aux demandes de mesures conservatoires présentées par la société Itas Tim concernant des pratiques mises en œuvre par la société TDF dans le secteur des services de diffusion par voie hertzienne en mode numérique, § 117



*des 1.626 zones définies par le CSA pour la diffusion de la TNT » et « le seul diffuseur outre-mer » (Analyse, p. 17). TDF dispose ainsi de 1.725 sites contre 190 sites en propre et 4 sites en hébergement chez TDF pour son premier concurrent par les infrastructures, ITAS TIM, et un peu plus de 300 pour l'ensemble de ses concurrents (dont 119 pour Towercast et deux pour Onecast – cf. Analyse, p. 18).*

48. Pour rappel, TDF est en mesure, par les prestations d'hébergement qu'elle offre sur le marché amont grâce à son réseau historique, de capter en moyenne de l'ordre de 60% du chiffre d'affaires du diffuseur qu'elle héberge par la rémunération qui lui est due à ce titre. Or « *près de la moitié des fréquences diffusées par les opérateurs alternatifs le sont depuis un site de TDF* » (Analyse, p. 41).

## **B. LE DEPLOIEMENT D'INFRASTRUCTURES ALTERNATIVES EST LE SEUL MOTEUR DE DEVELOPPEMENT D'UNE CONCURRENCE EFFECTIVE**

49. L'Analyse constate un faible effritement de la part de marché de TDF au cours du cycle 2 : l'évolution de la concurrence durant ce cycle est limitée à la « persistance » du niveau de concurrence du cycle 1 qui a été portée par la concurrence par les infrastructures (Analyse, pp. 21 et 42).
50. L'entrée sur le marché d'ITAS TIM a donc permis, en tant que premier opérateur d'infrastructures alternatives, de maintenir la concurrence marginale existant durant le cycle 1, sans pour autant permettre de la développer plus largement.<sup>2</sup>
51. S'il est vrai qu'ITAS TIM est rentrée relativement récemment sur le marché en novembre 2008, la raison essentielle pour laquelle ITAS TIM n'est pas en mesure d'assurer un déploiement plus important de ses infrastructures n'est pas liée à sa prétendue « *jeunesse et [sa] faible assise financière* », même s'il est évident qu'elle n'a pas encore atteint sa taille critique (Analyse, p. 42).
52. A cet égard, le fait que l'Autorité de la concurrence avait souligné, dans le cadre très spécifique de sa décision n° 10-D-09 du 9 mars 2010 (il y a donc plus de deux ans), la « *relative fragilité des acteurs alternatifs, et d'Itas Tim en particulier, face à TDF* » (cf. Analyse, p. 44), ne signifie pas pour autant qu'ITAS TIM n'est pas, désormais, le principal concurrent de TDF et, par ailleurs, un concurrent tout à fait crédible et sérieux.
53. En d'autres termes, le fait que l'ARCEP répète que la concurrence à l'encontre de TDF, notamment par les infrastructures, est « fragile » (Analyse, pp. 70, 74 et 81), ne signifie nullement que cette concurrence n'est pas exercée de façon sérieuse et de plus en plus efficace. **ITAS TIM considère que l'ARCEP doit apporter cette précision.**
54. D'un point de vue analytique économique et financier, ITAS TIM tient à préciser qu'elle est une entreprise bénéficiaire. Il est donc infondé de déclarer qu'ITAS TIM serait économiquement fragile, comme cela est constaté de nombreuses fois dans le document de l'ARCEP. *A contrario* la position de TDF, dont il est notoire qu'elle est sous le poids d'une dette financière très importante, et qu'elle a dû renégocier<sup>3</sup>, **milite en**

<sup>2</sup> L'ARCEP relève notamment que « [l]a croissance de la part de marché en sites des opérateurs alternatifs depuis le début du cycle 2 de l'analyse de marché s'explique en particulier par le développement d'un opérateur alternatif, la société Itas Tim » (Analyse, p. 36)

<sup>3</sup> Voir par exemple le site de TDF : <http://www.tdf.fr/788.html>

faveur d'une sécurisation, au profit des opérateurs alternatifs et de leurs clients, de la répartition plus accrue du marché de la diffusion. « Mettre tous ses œufs dans le même panier » n'a jamais été profitable, ainsi qu'il est traditionnellement constaté.

55. Quoi qu'il en soit, ITAS TIM est, depuis dès son arrivée sur le marché, en mesure de proposer de tarifs compétitifs. Ceci explique que :
- les multiplex ont pu confirmer à l'ARCEP l'impact sur les tarifs et les prestations proposées lorsque la concurrence se fait via des infrastructures alternatives (Analyse, p. 42) ;
  - l'ARCEP a pu constater qu' *« en bénéficiant de conditions plus favorables sur l'amont (l'utilisation de leurs propres sites), les opérateurs alternatifs peuvent être plus compétitifs sur le marché aval »* et que, partant, *« [i]l existe donc un lien entre la détention d'infrastructures en propre et le développement de la concurrence sur le marché »* (Analyse, p. 39).
56. Le principal obstacle à un développement plus poussé de ses infrastructures par ITAS TIM, seul opérateur alternatif ayant fait le choix de ce modèle économique et pouvant se reposer sur l'activité de fournisseur de pylônes de sa maison mère, est la difficulté voire l'impossibilité de trouver des terrains disponibles en colocalisation avec le terrain sur lequel se situe le site historique de TDF et, lorsque de tels terrains existent, la difficulté accrue d'obtenir l'accord des collectivités locales en raison de la préexistence du site de TDF.

**C. LE DEPLOIEMENT D'INFRASTRUCTURES ALTERNATIVES EST OBERE PAR LES DIFFICULTES D'ACCEDER A DES TERRAINS EN COLOCALISATION ET D'OBTENIR L'ACCORD DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN RAISON DE LA PREEXISTENCE DU SITE HISTORIQUE DE TDF**

**1. LA DIFFICULTE D'ACCEDER A DES TERRAINS EN COLOCALISATION**

57. ITAS TIM rejoint l'ARCEP en ce qu'elle considère que la nécessité d'accéder à un terrain colocalisé par rapport au site de TDF est un prérequis au développement d'un réseau d'infrastructures alternatives (Analyse, p. 71). A ce titre, l'ARCEP relève les contraintes techniques liées à la pré-orientation des antennes et, en tout état de cause, les risques de ne pas obtenir d'agrément du CSA ou de commandes des multiplex en cas de site alternatif non colocalisé (Analyse, pp. 71 et 45).
58. Cela étant, accéder à des terrains colocalisés est particulièrement compliqué pour un opérateur d'infrastructures alternatives. ITAS TIM est ainsi régulièrement confrontée à l'impossibilité de trouver un terrain colocalisé, soit car de tels terrains n'existent pas<sup>4</sup>, soit car leur propriétaire ou locataire ne souhaite pas y donner accès.

---

<sup>4</sup> Le caractère exceptionnel de la réplique du site de Dijon est d'ailleurs souligné par l'ARCEP (Analyse, p. 51) – voir les commentaires d'ITAS TIM sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions de répliquabilité de ce site (cf. Section I C plus haut)

59. Pourtant, TDF, en toute connaissance de cause, n'hésite pas à louer certaines parcelles dans leur entier, alors que seule une centaine de mètres carrés, dans la plupart des cas sur le réseau secondaire, est nécessaire pour implanter une infrastructure de diffusion.<sup>5</sup>

60. En conséquence, dans de tels cas où un accès serait physiquement possible et où le propriétaire ou locataire accepterait de permettre un tel accès à un opérateur alternatif, **ITAS TIM considère que l'ARCEP doit intervenir auprès de TDF en vue de « casser » le caractère « exclusif » des baux concernés.**

## **2. LA DIFFICULTE D'OBTENIR L'ACCORD DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN RAISON DE LA PREEXISTENCE DU SITE DE TDF**

61. ITAS TIM souscrit au constat de l'ARCEP selon lequel la difficulté d'obtenir l'accord des collectivités locales pour l'implantation d'un nouveau site de diffusion est notamment lié à la préexistence du site historique de TDF (Analyse, pp. 45 et 71).

62. Ainsi, même si un opérateur d'infrastructures alternatives trouve un terrain colocalisé disponible (que ce terrain existe et que son propriétaire ou locataire donne son accord à l'implantation d'un pylône sur ce terrain), il se heurte aux réticences des collectivités locales à autoriser une telle implantation et peut même se voir inviter à aller s'héberger chez TDF (Analyse, p. 45).

## **III. IMPOSER L'ACCES AUX TERRAINS DE TDF EST INDISPENSABLE POUR PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT EFFECTIF D'UNE CONCURRENCE PAR LES INFRASTRUCTURES**

### **A. LA SITUATION DE MARCHE DECRITE PAR L'ANALYSE MONTRE QU'IMPOSER A TDF UNIQUEMENT UNE OBLIGATION D'HEBERGEMENT EST INSUFFISANT**

63. Après deux cycles d'une régulation fondée exclusivement sur l'obligation imposée à TDF d'héberger des diffuseurs sur ses pylônes, force est de faire un constat d'échec : la concurrence reste marginale à l'aval et quasi-inexistante à l'amont et TDF a pu ainsi aisément préserver sa position dominante.

64. Cette situation ne pourra pas être renversée par la régulation à venir si elle persiste dans la voie de la régulation passée, l'obligation d'hébergement sur les pylônes de TDF ne permettant aucunement de mettre à bas les barrières à l'accès existantes pour permettre le développement d'une concurrence par les infrastructures, unique voie pour un développement sur le marché de gros amont et seule voie pour le développement effectif de la concurrence sur le marché de gros aval.

---

<sup>5</sup> Il est par ailleurs courant que TDF mette en avant ses droits de propriétaire ou de locataire sur des terrains qui ne sont même pas clôturés et sur lesquels il est difficile d'estimer *de visu* les limites de propriété, ce qui constitue un nouveau problème à gérer par les opérateurs, les collectivités et les autorités administratives

**B. L'ACCES AUX TERRAINS DE TDF EST LE SEUL MOYEN EFFICACE POUR DEVELOPPER UN RESEAU D'INFRASTRUCTURES REELLEMENT CONCURRENT DE TDF**

**1. L'ANALYSE ENVISAGE L'ACCES AU TERRAIN DE TDF**

65. ITAS TIM relève que l'ARCEP envisage au titre des obligations non tarifaires pouvant peser sur TDF l'« *accès aux terrains eux-mêmes de TDF* » (Analyse, p. 63).
66. Cela apparaît somme toute logique puisque, « *compte tenu du développement d'une concurrence via des infrastructures (passives et actives) installées sur les sites de TDF* », l'ARCEP propose « *de généraliser l'accès à un hébergement extérieur des équipements actifs des opérateurs alternatifs (même si ceux-ci ne choisissent que l'hébergement antenne auprès de l'opérateur historique)* » (Analyse, p. 83).
67. Or on voit mal comment il pourrait être justifié que le pylône devrait être exclu de cet accès aux terrains de TDF. En effet, pourquoi un opérateur qui fait le choix d'utiliser ses propres infrastructures (hors pylône) serait-il avantagé en ayant accès aux terrains de TDF par rapport à un opérateur qui se verrait interdire un tel accès pour y implanter également un pylône ?
68. **ITAS TIM considère que le terrain fait partie intégrante des éléments de réseau et/ou aux moyens associés à ces éléments**, tels que visés par l'Article 3 de la Décision n° 2009-0484 de l'ARCEP. D'ailleurs, dans l'Analyse, l'ARCEP cite elle-même le terrain au titre des « *ressources associées de premier plan* » (Analyse, p. 52)
69. Par ailleurs, ITAS TIM ne partage pas la position de l'ARCEP selon laquelle « *il semble cependant que les cas où l'impossibilité de recourir à un terrain alternatif serait le facteur déterminant de la viabilité d'une offre concurrente demeurent marginaux* » (Analyse, p. 63).
70. Il est vrai qu'à défaut d'infrastructures alternatives à celles de TDF, des offres aux multiplex par des diffuseurs concurrents de TDF à l'aval peuvent être effectuées par le biais d'un hébergement sur les pylônes de TDF. En revanche, cela ne permet pas de développer (i) la moindre concurrence sur le marché de gros amont et (ii) une concurrence efficace sur le marché de gros aval (notamment en termes de prix), dont le moteur est, comme cela ressort de l'Analyse, le déploiement d'infrastructures de diffusion alternatives.
71. Ainsi, si l'ARCEP « *n'estime pas qu'une obligation générale d'accès aux terrains de TDF puisse être imposée* » (Analyse, p. 82 – soulignement ajouté), ITAS TIM invite l'ARCEP à imposer à TDF un accès à ses terrains lorsque cela est indispensable, le cas échéant en assortissant un tel accès de conditions.

**2. LA DECISION DE L'AUTORITE DE LA CONCURRENCE N° 10-D-09 DU 9 MARS 2010<sup>6</sup>**

72. Dans l'Analyse, l'ARCEP souligne que les affaires portées devant l'Autorité de la concurrence « *lui permettent de mieux connaître le fonctionnement ou les difficultés du marché* » (Analyse, p. 22).

---

<sup>6</sup> Décision n° 10-D-09 du 9 mars 2010 relative aux demandes de mesures conservatoires présentées par la société Itas Tim concernant des pratiques mises en œuvre par la société TDF dans le secteur des services de diffusion par voie hertzienne en mode numérique

73. Dans sa décision n° 10-D-09 du 9 mars 2010, l'Autorité de la concurrence fait plusieurs constats utiles concernant le fonctionnement du marché de gros et plus particulièrement concernant la question de l'accès aux terrains de TDF.

- En premier lieu, elle relève que, « *de façon générale, l'hébergement sur un pylône de TDF permet à un opérateur tiers de concurrencer l'opérateur historique sur le marché de gros aval de la diffusion, mais ne constitue aucunement une réponse suffisante à la question du développement d'une concurrence efficace sur le marché amont de la diffusion, en d'autres termes d'une concurrence par les infrastructures* » (§179, soulignement ajouté).
- En deuxième lieu, l'Autorité de la concurrence précise ensuite que, « *[a]u surplus, abondant dans le sens du caractère « nécessaire » de l'accès au foncier, si une offre d'hébergement permet à un opérateur d'intervenir en tant qu'offreur sur le marché de gros aval de la diffusion, elle ne constitue pas une source d'approvisionnement efficace capable de permettre aux concurrents d'exercer une pression concurrentielle sur le marché de gros amont de la diffusion audiovisuelle* » (§180, soulignement ajouté).
- En troisième lieu, l'Autorité de la concurrence souligne qu' « *il n'est pas exclu que le refus d'accès empêche les concurrents d'exercer une concurrence effective sur le marché de gros amont en se trouvant sur un pied d'égalité avec l'opérateur historique et qu'ils demeurent de ce fait cantonnés, comme c'est le cas aujourd'hui, à une présence marginale à la frange concurrentielle du marché* » (§183, soulignement ajouté).

74. Ainsi, l'Autorité de la concurrence confirme qu'un hébergement sur les pylônes de TDF ne permet pas, par essence, de développer la concurrence sur le marché de gros amont.

75. En outre, les données de marché fournies dans l'Analyse déjà rappelées ci-dessus montrent que la régulation *ex ante* fondée sur une obligation d'hébergement de TDF n'a permis que l'émergence d'une concurrence marginale.

### **3. L'ACCES AUX TERRAINS DE TDF PERMETTRA LE DEVELOPPEMENT D'UNE CONCURRENCE EFFECTIVE PAR L'ABAISSMENT DE LA PLUPART DES BARRIERES A L'ENTREE SUR LE MARCHE RELEVES PAR L'ARCEP**

76. ITAS TIM montrera ci-après que l'accès aux terrains de TDF permet en particulier :

- de limiter les contraintes économiques à la réplique des sites (3.1) ;
- de limiter les contraintes liées à l'octroi d'autorisation par les collectivités territoriales (3.2) ;
- de limiter les contraintes liées à la nécessaire colocalisation des sites alternatifs par rapport à ceux de TDF (3.3) ;
- de limiter les contraintes de calendrier appelées à persister durant le prochain cycle (3.4) ;
- de faire bénéficier les opérateurs alternatifs de l'effet de mutualisation (3.5) ;

- aux opérateurs alternatifs en infrastructures d'atteindre rapidement une taille critique (3.6).

### ***3.1 L'accès aux terrains de TDF permet de limiter les contraintes économiques à la réplique des sites***

77. Les sites considérés comme non répliquables économiquement sont les sites de grande hauteur faisant partie du réseau principal. L'ARCEP considère que la réplique de ces sites est rendue difficile en raison des investissements nécessaires à un nouvel entrant pour construire un site de grande hauteur (Analyse, p. 70).
78. ITAS TIM considère que cela ne correspond pas nécessairement à la réalité. La seule chose empêchant, dans la plupart des cas, la réplique de ce type de site est la difficulté de trouver un terrain colocalisé au site de TDF ou, si cela est possible, d'obtenir l'autorisation de la collectivité locale concernée. Ceci est d'autant plus vrai pour ITAS TIM qui est intégré verticalement avec sa maison mère qui commercialise des pylônes.

### ***3.2 L'accès aux terrains de TDF permet de limiter les contraintes liées à l'octroi d'autorisation par les collectivités territoriales***

79. Comme le souligne l'ARCEP, il est vrai que la préexistence d'un pylône de TDF est un obstacle à l'obtention des autorisations requises (Analyse, pp. 45 et 71).
80. Or l'accès aux terrains de TDF permet un regroupement des points hauts, circonstance qui est de nature à faciliter l'obtention desdites autorisations. Dans sa décision n° 10-D-09 du 9 mars 2010 précitée, l'Autorité de la concurrence a souligné ce point (§§ 172 et 173).
81. Dans les faits, il n'est d'ailleurs pas rare que les sites de TDF accueillent plusieurs pylônes exploités par TDF.

### ***3.3 L'accès aux terrains de TDF permet de limiter les contraintes liées à la nécessaire colocalisation des sites alternatifs par rapport à ceux de TDF***

82. Comme déjà indiqué, la nécessaire colocalisation des sites alternatifs par rapport à ceux de TDF est une réalité de marché. L'accès aux terrains de TDF fait par nature disparaître cette contrainte.
83. Dans ce cadre, doit être relevé l'objectif de multiplex tendant à organiser des appels d'offres à échéances régulières et par plaque géographiques unifiées, qui ne fera qu'accentuer les problèmes liés à la difficulté de trouver des sites alternatifs disponibles. En effet, comme l'indique l'ARCEP, cette pratique risquerait d'évincer les opérateurs alternatifs en infrastructures notamment lorsque ces appels d'offres concernent au moins en partie des sites qu'ils n'ont pu répliquer durant le cycle précédent (Analyse, p. 73).
84. ITAS TIM considère qu'il sera fréquent que les appels d'offres à venir concernent, au moins en partie, des sites que les opérateurs alternatifs en infrastructures n'ont pu répliquer durant le cycle précédent, d'où un risque d'éviction accru.

### ***3.4 L'accès aux terrains de TDF permet limiter les contraintes de calendrier appelées à persister durant le prochain cycle***

85. Des contraintes de calendrier persistent même pour les appels d'offres de renouvellement intervenus ou à intervenir (cf. calendrier R5, R7, R8...).
86. En outre, l'ARCEP relève que des contraintes de calendrier importantes spécifiques perdureront pour les opérateurs alternatifs dans les cas suivants :
- pour les multiplex R7 et R8, le début du déploiement est prévu à l'automne 2012 et devrait être achevé au plus tard fin 2014 sur l'ensemble des 1.626 sites, pour atteindre une couverture équivalente à celle des réseaux R1, R2, R4 et R6 (Analyse, pp. 8 et 61) ;
  - pour le multiplex R5, 1.347 sites doivent être numérisés pour atteindre l'objectif d'au moins 95 % de la population métropolitaine couverte. Ce multiplex s'est engagé à couvrir 1.626 zones : l'extension de sa couverture devrait être en partie concomitante avec le déploiement des multiplex R7 et R8 (Analyse, pp. 7 et 8) ;
  - les réaménagements des plans de fréquences, dus en particulier à des problématiques de coordination aux frontières, impliqueront des opérations techniques sur certaines zones en 2012-2013 de nature à créer des tensions en termes de calendrier (Analyse, pp. 58 et 61) ;
  - la volonté de certains multiplex de modifier les durées des contrats qui les lient aux diffuseurs, de manière à réaligner leurs échéances par plaques géographiques, dont une des conséquences sera d'être contraint de répondre à de nombreux appels d'offres sur de courtes échéances (Analyse, p. 61).
87. En outre, une contrainte temporelle supplémentaire évidente est constituée par les délais requis pour qu'un opérateur en infrastructures alternatif puisse envisager de se positionner sur un site qui, selon l'ARCEP, « *restent toujours significatifs : environ 6 à 8 mois pour un site du réseau secondaire et 8 à 12 mois pour un site du réseau principal* » (Analyse, p. 46).

### ***3.5 Le développement efficace de la concurrence par les infrastructures rendu possible par l'accès aux terrains de TDF permettra aux opérateurs alternatifs de bénéficier de l'effet de mutualisation***

88. L'ARCEP souligne que la mutualisation des équipements peut découler de deux types de configuration : d'une part, la mutualisation sur un pylône des différents multiplex ayant recours au même service de diffusion, d'autre part, la mutualisation sur un pylône de plusieurs types de services (diffusion de la télévision, diffusion de la radio, services de communications électroniques..., « *économies de gamme* ») (Analyse, pp. 44 et 71).
89. Seul un concurrent de TDF qui opère à partir de sa propre infrastructure est en mesure d'opérer une telle mutualisation, TDF n'offrant d'accès à ses infrastructures que pour la diffusion de la TNT.
90. L'approche de l'ARCEP sur la notion de mutualisation apparaît incomplète.

91. En effet, l'Analyse ne tient pas compte de l'effet de mutualisation lié à l'exploitation d'un réseau étendu et se limite à une mutualisation par site. Or plus le nombre de sites exploités est important, plus l'opérateur en cause est en mesure de réaliser des économies d'échelle et donc de concurrencer par les prix.
92. Par ailleurs, les effets positifs de l' « effet parc » (Analyse, p. 38) ou l' « effet de levier » pour l'avenir auxquels l'ARCEP fait référence seront somme toute limités car il ne concerne que 190 sites pour ITAS TIM (et un peu plus de 300 pour l'ensemble des opérateurs alternatifs en infrastructures) (Analyse, p. 61).

### ***3.6 Le développement efficace de la concurrence par les infrastructures rendu possible par l'accès aux terrains de TDF permettra aux opérateurs alternatifs en infrastructures d'atteindre rapidement une taille critique***

93. Sur cette question de taille critique, ITAS TIM souscrit à l'approche de l'ARCEP, selon laquelle « *il n'est pas exclu que les diffuseurs alternatifs n'aient pas été en mesure d'atteindre une taille critique suffisante pour accroître significativement leur capacité de réponse aux appels d'offres* » (Analyse, p. 38).
94. ITAS TIM considère que si elle avait pu avoir accès aux terrains de TDF dans le cas où un terrain colocalisé n'est pas disponible, elle aurait été en mesure de répondre à de très nombreux appels d'offres supplémentaires. Mécaniquement, elle aurait remporté plus d'appels d'offres et aurait amélioré son assise financière.

## **4. L'ACCES AUX TERRAINS DE TDF CONSTITUE UNE CONDITION AISEMENT CONTROLABLE PAR L'ARCEP**

95. Le contrôle des coûts d'accès à un terrain est bien plus simple à mettre en œuvre qu'un contrôle des coûts d'accès à des infrastructures.
96. En particulier, les infrastructures de TDF sont généralement amorties depuis longtemps et les méthodes de calcul des coûts d'accès à ces infrastructures seront toujours contestables, en particulier parce que l'offre d'infrastructures émane quasi-exclusivement de TDF.
97. En revanche, il est aisé de calculer le coût d'une sous-location par rapport au prix de la location principale ou le coût d'un terrain détenu en propre.

## **5. CONCLUSION SUR LA QUESTION DE L'ACCES AUX TERRAINS DE TDF**

98. Tant que la concurrence par les infrastructures ne se sera pas développée sérieusement, la concurrence sur le marché de gros aval restera marginale et la concurrence sur le marché de gros amont quasi-inexistante.
99. **Dans ce cadre, tant que les opérateurs qui souhaitent concurrencer TDF par les infrastructures ne disposeront pas d'un accès à ses terrains, aucun réseau indépendant ne pourra se développer de manière réellement efficace.**
100. Ce constat, déjà exprimé par ITAS TIM à l'occasion de ses contributions passées à l'ARCEP, a été vérifié par l'évolution du marché dans le cadre du cycle 2 : le niveau de la concurrence n'a fait que se maintenir par rapport au cycle 1. La concurrence qui a pu



se maintenir durant le cycle 2 reste marginale, la part de marché de TDF n'ayant connu qu'un « faible effritement » (Analyse, p. 42).

101. Tant qu'il n'existera pas de réseau d'infrastructures indépendant, il sera nécessaire de reconduire systématiquement et perpétuellement une réglementation *ex ante* axée sur l'hébergement par TDF. Cette réglementation est certes nécessaire mais demeure insuffisante.
102. Il est essentiel pour ITAS TIM de réaffirmer que l'accès aux terrains portant les sites historiques de TDF est une solution efficace.
103. **Il est donc indispensable que l'ARCEP permette aux opérateurs alternatifs de s'implanter non seulement sur les infrastructures de TDF, mais également sur les sites occupés par TDF s'ils le souhaitent, afin de créer leurs propres infrastructures.** sous réserve que les autorisations nécessaires des collectivités territoriales soient obtenues.
104. Ceci est d'autant plus vrai que l'ARCEP relève qu' « *une autre évolution défavorable au développement de la concurrence en infrastructures se dessine : dans la mesure où dorénavant, il n'y aura plus d'extension de couverture, mais seulement des renouvellements de contrats de diffusion, les acteurs en place pourraient être favorisés* » (Analyse, p. 74).
105. En tant qu'opérateur très largement dominant, TDF bénéficie de cet avantage au premier chef.
106. L'accès aux terrains de TDF permettra indéniablement aux opérateurs en infrastructures de se positionner sur un nombre plus important d'appel d'offres dans des délais plus rapides, ce qui instillera une concurrence plus forte et permettra ainsi aux multiplex de bénéficier d'une réelle alternative sur le marché aval.

#### **IV. L'EXCLUSION DU TRANSPORT DU CHAMP DE LA REGLEMENTATION EX ANTE PRODUIT DES EFFETS NEFASTES SUR LA CONCURRENCE**

107. L'ARCEP souligne que « *TDF est aujourd'hui la seule entreprise à proposer une solution de transport terrestre du signal des chaînes* » (Analyse, p. 52).
108. Par ailleurs, l'ARCEP constate que « *sur un site du réseau complémentaire, cette prestation pourrait faire augmenter les coûts des opérateurs alternatifs de 20%, ce qui constituerait une barrière difficilement franchissable* » (Analyse, p.53).
109. Pour autant, pour exclure le TMS du champ d'application de la régulation *ex ante*, l'ARCEP souligne que le marché des prestations de transport des signaux audiovisuels est un marché distinct de celui de la diffusion audiovisuelle terrestre notamment car « *la vente de cette prestation apparaît comme totalement dissociée de la vente de la diffusion* » (Analyse, p. 69).
110. ITAS TIM rappelle que les opérateurs alternatifs ne disposent que de deux moyens pour reprendre et diffuser un multiplex en local :

- la réception terrestre du signal de ce multiplex par la reprise de la diffusion d'un émetteur pilote placé en amont du site ; ou
  - la réception par satellite du signal de ce multiplex.
111. Or certains multiplex ne sont pas présents sur le satellite et ne sont parfois pas non plus reçus en reprise terrestre sur certains sites, la géographie de certaines zones ne permettant pas de capter les grands émetteurs distants par voie « terrestre ».
112. Ainsi, le multiplex R5 n'est pas disponible sur satellite et le multiplex R1 est disponible sur satellite dans une version basique, sans le France 3 local et sans la chaîne de télévision locale.
113. Pour sa part, TDF dispose, dans chacune de ses stations du réseau principal et dans quelques stations importantes du réseau secondaire, du transport TMS qui met à la disposition de l'opérateur diffuseur le signal attendu directement sur le site local de diffusion.
114. Lorsqu'un diffuseur est hébergé sur le site de TDF, cette dernière lui met à disposition gratuitement le signal du TMS présent. Ceci montre au passage que TDF ne dissocie pas la prestation TMS de la diffusion lorsque celle-ci est réalisée par un opérateur tiers à partir de son pylône.
115. En revanche, l'opérateur alternatif qui veut construire son site alternatif ne peut faire aucune offre de diffusion à ce type de multiplex, dès lors que le signal n'est pas reçu en pilotage d'un site émetteur amont.
116. Depuis quelques mois, TDF propose une nouvelle offre d'accueil permettant d'héberger sur ses pylônes un faisceau hertzien appartenant à des opérateurs tiers. Ce faisceau raccordé au TMS de ses sites permet alors à l'opérateur tiers de renvoyer vers son site le signal désiré en provenance du TMS.
117. Le prix constaté de cette offre d'accueil est de l'ordre de 4.500 euros par an, hors frais d'étude, d'accès au service et de travaux de réalisation. Considérant que le coût moyen annuel constaté d'une diffusion sur le réseau secondaire est de l'ordre de 8.000 euros, le prix total que peuvent proposer les opérateurs alternatifs aux clients est de l'ordre de 15.000 euros en moyenne, si est intégré également au coût d'hébergement TDF les coûts du matériel supplémentaire de liaison faisceau hertzien. Un tarif aussi élevé empêche toute tentative de concurrence de la part de l'opérateur alternatif face à TDF. C'est d'autant plus vrai que le multiplex client ne voit pas, par ailleurs, sa facture TMS avec TDF diminuer d'autant si un opérateur alternatif lui fait une offre sur cette base, alors cela serait légitime si le multiplex retient l'offre de l'opérateur alternatif.
118. Ainsi et comme le relève l'ARCEP, « *il est apparu que le choix par un multiplex d'un diffuseur alternatif opérant sur un site propre pouvait se traduire par un surcoût lié à l'acheminement du site de TDF vers le site alternatif* » (Analyse, p. 69).
119. A la lumière de ce qui précède, **ITAS TIM considère que la prestation TMS ne peut pas, par principe, être exclue de la régulation ex ante à intervenir et devrait donc être prise en compte par l'ARCEP.**

\* \* \*